



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 47 – 10 mars 2023

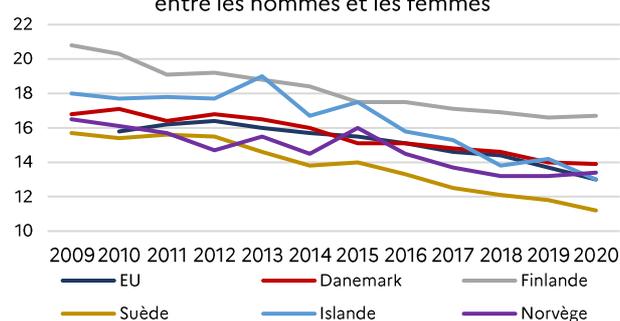
## Pays nordiques

### État des lieux de la place des femmes dans les économies nordiques.

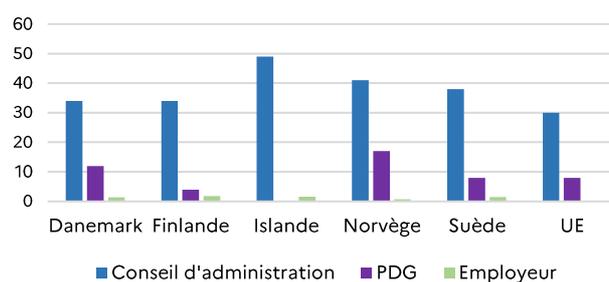
D'après le *Global Gender Gap Index*, les pays nordiques sont parmi les plus avancés au monde en termes d'égalité homme-femme. Ils présentent les taux d'emploi des femmes les plus élevés de l'UE (environ 75%), presque égal à celui des hommes. Cela s'explique par la mise en place de dispositifs de garde d'enfants qualitatifs et abordables, de congés parentaux généreux et de la protection de l'emploi à l'issue de ces congés. Toutefois, le marché du travail nordique est encore très ségrégué en fonction des genres. Même si les femmes entreprennent en moyenne plus d'études que les hommes, elles se spécialisent surtout dans les domaines du soin, de la santé et de l'éducation. Les hommes sont quant à eux plus présents dans les STEM (*Science, Technology, Engineering, Mathematics*), l'agriculture, l'industrie ou la construction. Cette ségrégation est la principale cause des écarts de salaires encore existants dans ces pays, même s'ils ont diminué au cours de ces dernières années (voir Graphe 1). Les secteurs considérés comme « masculins » offrent en effet, en moyenne, de meilleurs salaires. L'écart de revenus s'explique aussi par l'importance du temps partiel chez les femmes dans les Nordiques, plus que dans le reste de l'UE. Plus de femmes que d'hommes ont des postes à temps partiel, en partie car il existe une tradition du temps partiel et du travail par roulement dans les secteurs à prédominance féminine. Les femmes prennent également plus en charge les travaux ménagers et

de soin non rémunérés. Ainsi, même si la possibilité d'être en temps partiel est positif pour le taux d'emploi, cela crée une différence de revenus. Enfin, en ce qui concerne le monde des affaires, la parité est presque atteinte dans les Parlements et plus haute que dans le reste de l'UE dans les conseils d'administration. L'Islande et la Norvège ont notamment adopté des quotas de parité, ce qui leur permet d'afficher une proportion homme-femme presque égalitaire. Cependant, la part de femmes PDG ou même dans les positions de management et de chef d'entreprise (« employeur ») reste faible (voir Graphe 2).

Graphe 1 : Évolution de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes



Graphe 2 : Proportion de femmes dans des postes à responsabilités (données 2021)



Source des données : Nordics Statistics Database

## Danemark

### Pointée à 8,4% en janvier, l'inflation ralentit au Danemark pour le troisième mois consécutif.

D'après les données d'Eurostat, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a reculé de 1,2 point en glissement annuel par rapport au mois de décembre 2022. Ce léger reflux, également observé dans l'Union Européenne (IPCH de 10,0% en g.a contre 10,4% en décembre), peut s'expliquer par les variations des prix du gaz et de l'électricité, ayant chuté respectivement de 10,6 et 44,7 points en glissement annuel entre les mois de décembre et de janvier. En revanche, l'inflation sous-jacente se stabilise à un niveau élevé (+7,3% en g.a), confirmant ainsi les craintes de la Commission européenne, qui a récemment revu à la hausse ses prévisions d'inflation pour le Danemark en 2023. L'exécutif européen table désormais sur une inflation annuelle de 4,4% pour le Royaume, soit un chiffre supérieur de 0,7 point aux premières estimations de novembre 2022.

### Nouveau record pour les échanges de biens entre la France et le Danemark en 2022.

Après avoir atteint 6,6 Mds€ en 2021, les échanges commerciaux entre les deux pays ont progressé de 12% l'année passée pour s'élever à 7,4 Mds€, soit leur plus haut niveau en dix ans. Si les exportations françaises et danoises enregistrent une progression identique (+12%), la France affiche, comme en 2021, un excédent commercial record vis-à-vis du Royaume (437 M€). Il s'agit d'une situation inédite dans la zone nordique où la France enregistre traditionnellement des soldes négatifs. Les premiers postes d'exportations françaises restent les produits pharmaceutiques (12% des exportations totales) et chimiques (11%) ainsi que les véhicules automobiles (8%), tandis que le Danemark trouve en France de nombreux débouchés pour son industrie pharmaceutique (15% des importations françaises) et voit ses exportations d'instruments à usage médical et de produits laitiers croître respectivement de 39 et de 68%.

### La facture énergétique des entreprises a augmenté de 45 Mds DKK (6 Mds€) en un an.

Ce coût supplémentaire historiquement élevé, induit par la guerre en Ukraine, se répartit entre l'électricité (30 Mds DKK, soit 4 Mds€) et le gaz (15 Mds DKK, soit 2 Mds€), d'après de nouveaux calculs de la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*, DI) basés sur des données de l'Agence danoise de l'énergie (*Energistyrelsen*). Les calculs comparent la consommation énergétique des entreprises du 24 février 2022 au 23 février 2023 avec la même période de 2019 à 2020. Si les prix de l'énergie ont considérablement baissé au cours des derniers mois, Dansk Industri anticipe des difficultés en prévision de l'hiver prochain et appelle à l'accélération du déploiement des énergies vertes, ainsi qu'à un renforcement de l'efficacité énergétique. Troels Ranis, directeur adjoint chez DI, note, par ailleurs, que le soutien plus limité du gouvernement danois face à l'augmentation des factures énergétiques (gel temporaire et partiel pour les entreprises en difficulté) a mis à l'épreuve la compétitivité danoise, au contraire des autres pays de l'UE ayant mis en place des dispositifs nationaux d'aides aux entreprises.

### Six nouvelles conventions collectives ont été conclues au Danemark dans le sillage de « l'accord-référence » négocié, le 19 février dernier, par le secteur industriel.

La séquence de négociation s'annonçait pourtant difficile et très incertaine au regard des crispations suscitées par la chute historique des salaires réels en 2022 (-3,8%) et par le projet de suppression du « *grand jour de la prière* » (*Store Bededag*), récemment approuvé par le Parlement danois, pour financer la hausse du budget de défense. Ce contexte a poussé le médiateur Jan Reckendorff à accorder aux partenaires sociaux un délai de deux semaines supplémentaires pour parvenir à un accord. Les représentants du commerce de détail, *HK Handel* et la Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*), ont été les premiers à présenter leur nouvelle convention collective, le 1<sup>er</sup> mars 2023,

qui couvrira plus de 150 000 employés pour les deux prochaines années. L'accord prévoit, entre autres, une revalorisation du salaire horaire (+0,60€) et du salaire minimum (+97€/mois) ainsi que l'introduction du « temps partiel flexible » pour mettre fin aux contrats « zéro heure ». Le secteur de la finance a dévoilé, le même jour, sa nouvelle convention encadrant ses 120 entreprises et 41 000 employés jusqu'au 31 mars 2025. Celle-ci consacre des augmentations salariales de 4,5% en 2023 puis de 3,7% en 2024, mais également une prolongation de 10 semaines des congés maternité et paternité. Par ailleurs, les filières du transport, des services, de la construction et de l'industrie laitière ont également conclu, ces derniers jours, de nouveaux accords consacrant une série d'améliorations pour les employés et visant à compenser les pertes de pouvoir d'achat. Ces nouvelles conventions sectorielles doivent maintenant être soumises au vote des bases syndicales, amenées à se prononcer au mois d'avril prochain.

### **Le nombre de filiales d'entreprises danoises à l'étranger a atteint un record.**

L'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*) en dénombrait plus de 15 000 pour un total de 1 650 000 employés en 2021. Deux tiers des filiales se situent en Europe, qui accueille en même temps 6 employés sur 10, suivie par l'Asie où travaillent 24% des employés des filiales danoises. L'Europe est également la région ayant connu la plus importante hausse du nombre de filiales danoises, suivie par l'Amérique du Nord. 44% des filiales danoises à l'étranger sont issues du secteur du commerce et des transports, représentant avec le secteur de l'industrie (22%) les deux tiers de l'ensemble des filiales danoises à l'étranger. Le secteur de l'industrie est, par ailleurs, celui qui a enregistré la plus forte croissance de filiales à l'étranger (+327 entre 2019 et 2021). Le nombre de filiales danoises a baissé à la fois en Ukraine et en Russie entre 2019 et 2021, tandis que le nombre d'employés y a crû respectivement de 4,5 et 1,4%.

## Finlande

**Le déficit de la balance commerciale de la Finlande est passé de 3,9 Mds€ en 2021 à 10,6 Mds€ en 2022.** Ce déficit s'explique, d'une part, par la hausse de la valeur des importations (+26,5%), plus marquée que celle des exportations (+24,2%). La guerre en Ukraine et la hausse des prix de l'énergie ont ainsi entraîné une forte augmentation en valeur des importations finlandaises d'hydrocarbures (+93%) et des importations de métaux et produits métallurgiques (+29%). D'autre part, si le volume des importations a été stable (+0,7%), le volume des exportations finlandaises a chuté de 5,2%, en raison notamment d'une réduction de près de la moitié des exportations vers la Russie.

**Le ministère des Finances a publié un rapport sur les dépenses et sur la fiscalité,** identifiant un ensemble de mesures possibles pour rééquilibrer les finances de l'État au cours des deux prochaines législatures (2023-2027 et 2027-2031). Selon le ministère, il convient d'améliorer l'état des finances publiques d'au moins 9 Mds€ d'ici 2031. Ceci représente un effort budgétaire (amélioration du solde des recettes par rapport aux dépenses) d'un peu plus d'1,1 Md€ par an. Ce rapport estime que l'ensemble des administrations publiques (administration centrale, régions de santé, collectivités locales et caisses de sécurité sociale) devraient participer à cette politique. À un mois des élections législatives (2 avril 2023), les mesures préconisées ont néanmoins fait l'objet de critiques de la plupart des partis politiques. Le déficit public de la Finlande est estimé à 2,1 Mds€ en 2022 (0,8% du PIB) et à 6,5 Mds€ en 2023 (2,3% du PIB), mais le vieillissement de la population accentue la pression sur les finances publiques et le déficit structurel devrait, selon le Ministère des Finances, progressivement augmenter et passer de 1,4% du PIB en 2023 à 2,5% du PIB en 2027.

**La Finlande est particulièrement exposée à la hausse des taux d'intérêts,** en ayant favorisé les crédits

immobiliers à taux variables, contrairement au reste de la zone euro. Selon la banque Nordea, depuis le début des années 2000, c'est le cas de la quasi-totalité des prêts immobiliers en Finlande, tandis que dans la zone euro, les prêts à taux variable concernent un quart des prêts. Le taux Euribor de 12 mois, dont l'indice est passé de -0,5% au 1er mars 2022 à 3,3% au 1er février 2023, est la référence la plus courante pour ré-évaluer les taux d'intérêts des prêts immobiliers en Finlande.

**Les entreprises étrangères présentes en Finlande ont généré un chiffre d'affaires de 113 Mds€ en 2021.** Les données publiées récemment par l'Office finlandais des statistiques indiquent une domination des entreprises suédoises (CA cumulé de 26,5 Mds€ pour 1 279 filiales), américaines (CA cumulé de 14,5 Mds€ pour 710 filiales) et allemandes (CA cumulé de 14 Mds€ pour 389 filiales), parmi les filiales étrangères. Au total, les 4 751 entreprises étrangères répertoriées en Finlande en 2021 ont enregistré un chiffre d'affaires de 113 Mds€, ce qui représente 23 % du chiffre d'affaires de toutes les entreprises en Finlande. Selon les mêmes données, la France comptait 138 filiales, employant près de 9 000 personnes en Finlande et générant un chiffre d'affaires cumulé de 3,7 Mds€ (soit le 11<sup>e</sup> investisseur dans le pays).

**Résultat record pour Helen, le groupe d'énergie de Helsinki.** L'énergéticien d'Helsinki, Helen, a amélioré son résultat de presque 75 % en 2022 pour s'élever à 31 M€ d'euros en octobre-décembre. À la même époque en 2021, le groupe était déficitaire à hauteur de 11 M€. Le chiffre d'affaires en 2022 s'élève à 670 M€, grâce au prix élevé de l'électricité. Helen prévoit un résultat plus faible pour cette année, en raison de l'augmentation importante du coût de production du chauffage urbain, dans un contexte de réduction attendue des prix de vente en 2023.

## Islande

**L'inflation atteint 10,2% au mois de février**, son plus haut niveau depuis septembre 2009. Sans inclure le logement, l'inflation sur douze mois est mesurée à 8,9%. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 1,9%, les prix de l'habillement de 6,8% et les prix de l'ameublement et des équipements ménagers de 8,7%.

**L'Islande a enregistré une croissance de 6,4% en 2022.** Le PIB islandais s'est établi à 3 766 Mds ISK (25 Mds€) en 2022. En tenant compte de la croissance de la population, on estime que le PIB/habitant a augmenté de 3,7% depuis 2021. La croissance de 8,6% de la consommation privée a été le principal facteur de la croissance économique, suivie par l'investissement et les exportations. Cependant, la balance commerciale négative en 2022 a affecté négativement la croissance.

**Le nombre de contrats d'achats immobiliers au plus bas depuis près de 10 ans.** Seuls 5 672 contrats d'achats pour des biens immobiliers ont été émis l'année dernière à Reykjavik, contre 8 454 en 2021. La baisse enregistrée est moins importante dans les municipalités voisines de la capitale (2 541 à 1 752) et ailleurs dans le pays (2 378 à 1 746). Sur douze mois, les prix des logements ont enregistré une hausse de 14,9% dans la capitale alors qu'ils ont diminué de 1% sur six mois, une première depuis 2010.

**L'État islandais devra acheter des quotas d'émissions de CO<sub>2</sub> à d'autres pays pour respecter ses obligations envers le protocole de Kyoto.** Selon l'évaluation de l'Agence pour l'environnement, l'Islande doit acheter des quotas d'émission pour les 3,4 millions de tonnes d'équivalents CO<sub>2</sub> qui ont été émises au-delà du quota que l'Islande a reçu. Les émissions de l'Islande dépassent les vingt millions d'équivalents CO<sub>2</sub> qui lui ont été alloués

dans le cadre du système de quotas du protocole de Kyoto.

**Les bateaux islandais ont pêché 1,42 million de tonnes de produits marins en 2022.** Selon les données de *Statistics Iceland*, le volume de pêche était supérieur de 23% en 2022 par rapport à l'année précédente. Au total, 1,42 million de tonnes de produits a été pêché, pour une valeur de 195 Mds ISK (1,3 Md€). La morue a été le produit le plus important en valeur (570 M€), suivie par l'églefin (140 M€) et le capelan (130 M€). La valeur des exportations (après transformation) de produits de la mer est estimée à 350 Mds ISK (2,3Mds €), soit une augmentation de 18% par rapport à l'année 2021.

## Norvège

**Le gouvernement norvégien devrait présenter en mars prochain les deux premières zones dédiées à l'éolien offshore sur le plateau continental du pays.**

À la suite de cela, une première attribution est prévue d'ici l'été ou à l'automne avec l'objectif de lancer la production avant 2030. Huit entreprises ont fait part de leur intérêt pour l'éolien offshore : Equinor, TotalEnergies, Technip, Shell, Norsk Hydro, Aker Offshore Wind, Statkraft et BP. L'objectif à long terme du gouvernement norvégien est d'annoncer des zones cumulant un total de 30 GW d'éolien offshore d'ici à 2040. Cela pourrait nécessiter des investissements d'environ 1 000 Mds NOK (88,7 Mds€), selon le chercheur John Olav Tande de Sintef Energi.

**La Norvège apporte 400 M NOK (35,5 M€) d'aide humanitaire à l'Ukraine au premier semestre 2023,**

en réponse à un appel de l'ONU. Le gouvernement a exprimé dans un communiqué de presse que « la Norvège peut être un donateur rapide et flexible, et peut donc faire une première promesse de soutien immédiatement ». Depuis le début de la guerre en Ukraine, la Norvège a donné environ 2,6 Mds NOK (230 M€) spécifiquement en aide humanitaire (hors soutien militaire et autres aides). Le Premier Ministre norvégien a annoncé le 6 février un plan d'aide exceptionnel « Nansen » de 7 Mds€ (75 Mds NOK) sur 5 ans.

**Recettes record de l'État norvégien en 2022 : 3 592 Mds NOK (319 Mds€),**

soit 1 144 Mds NOK (102 Mds€) de plus qu'en 2021. Les revenus liés aux hydrocarbures s'élèvent à 1 457 Mds NOK (129 Mds€), un montant inédit. Ce sont toutefois les taxes et impôts versés par les ménages qui représentent la principale source de revenus de l'État à 1 580 Mds NOK (140 Mds€), soit 44% du PIB.

**Conclusion des négociations de partenariat entre la Norvège et l'Union Européenne concernant les batteries et les minerais stratégiques.**

Les négociations entre Bruxelles et Oslo ont abouti à un texte qui pourrait être adopté avant l'été 2023. Ce dernier prévoit des réunions semestrielles d'un groupe d'experts, des rencontres ministérielles annuelles, le renforcement de l'intégration industrielle, l'intensification des coopérations en matière de recherche et d'innovation, la promotion de standards sociaux et environnementaux élevés et des mesures de réduction du risque financier. L'accord ne pourra toutefois pas être signé avant que la Norvège et l'Union Européenne n'aient signé leur pacte vert, freiné par un désaccord sur l'exploitation des hydrocarbures dans l'Arctique.

**Réponse de la Norvège à la consultation publique du projet de réforme du marché européen de l'électricité.**

La Commission européenne a soumis son projet de réforme du marché de l'électricité, qui prévoit entre autres de découpler les prix du gaz et de l'électricité. Dans sa réponse, le ministère norvégien du Pétrole et de l'Énergie formule plusieurs interrogations : (i) la possible mise en œuvre de cette réforme sans évaluation des conséquences, (ii) le risque de décourager les investisseurs dans les énergies renouvelables, et (iii) le besoin d'un statut particulier pour l'énergie hydraulique en raison de son impact sur l'environnement. Par ailleurs, le Parti du centre (agrarien et anti-européen), actuellement au pouvoir dans une coalition dirigée par le Parti travailliste, craint que cette réforme ne soit coûteuse pour les consommateurs norvégiens, et soutient l'idée d'une tarification distincte pour l'électricité exportée et celle consommée en Norvège.

## Les ministres norvégiens de la Pêche et de l'Industrie se rendent à Londres puis à Bruxelles.

Le ministre de la Pêche, Bjørnar Skjæran, s'est rendu à Londres les 27 et le 28 février afin d'y rencontrer son homologue britannique et de participer au sommet annuel « Norway-United Kingdom Seafood Summit ». Le ministre de l'Industrie, Jan Christian Vestre, était également à Londres le 28 février avant la visite officielle du couple princier afin d'échanger avec son homologue britannique et d'accompagner la délégation commerciale norvégienne. M. Vestre s'est également rendu à Bruxelles pour une réunion ministérielle de l'Alliance européenne des batteries (EBA).

## Renforcement de la coopération pour l'hydrogène entre la Norvège et le Royaume-Uni.

La Norvège et le Royaume-Uni ont signé le 1er mars une déclaration de coopération sur l'hydrogène lors de la visite de la délégation norvégienne à Londres. « Depuis de nombreuses années, nous avons eu une bonne coopération avec le Royaume-Uni sur le CCS ; il est donc très positif que nous renforçons désormais notre partenariat sur l'hydrogène » a déclaré le ministre du Pétrole et de l'Énergie, Terje Aasland.

## Les résultats de l'industrie norvégienne pour 2022 sont hétérogènes selon les secteurs d'activité.

Entre 2021 et 2022, le résultat d'exploitation cumulé des industries norvégiennes a augmenté de presque 50% à 48,1 Mds NOK (4,3 Mds€). Ce chiffre masque toutefois des écarts sectoriels importants. La transformation du poisson, la chimie, les métaux et les chantiers navals ont été en forte progression, tandis que l'activité a reculé notamment dans les secteurs des produits électriques et plastiques, et des meubles. Spécifiquement sur le mois de février 2023, l'activité industrielle a ralenti pour le troisième mois consécutif, selon l'enquête mensuelle réalisée par la banque DNB auprès d'une soixantaine d'entreprises. En revanche, l'industrie continue de recruter et parvient à réduire ses délais de livraison

car les problèmes d'approvisionnement en matières premières diminuent, selon DNB.

## Des manifestations ont eu lieu devant plusieurs ministères à Oslo contre le parc éolien terrestre de Fosen.

Une centaine de manifestants ont bloqué l'entrée de plusieurs ministères (pétrole et énergie, climat et environnement, industrie et commerce, finances) à Oslo pour protester contre le gouvernement norvégien à propos du parc éolien de Fosen dans la région du Trøndelag. Majoritairement issus de l'Association « sámi » et de l'ONG « Natur og Ungdom », et soutenus sur place par Greta Thunberg, les manifestants ont protesté contre l'inaction de l'État norvégien dans cette affaire. Le 11 octobre 2021, la Cour suprême avait condamné l'État pour violation des droits des peuples autochtones en autorisant la construction de 150 éoliennes à Fosen, sur un site de pâturage des éleveurs de rennes sámi. Or, les éoliennes sont toujours en activité à ce jour. Le Premier Ministre norvégien, Jonas Gahr Støre, a présenté des excuses aux éleveurs de rennes sámi. Les manifestants ont accepté cette main tendue et ont arrêté leurs manifestations le vendredi 3 mars. Le groupe suisse BKW, qui détient 11% du parc de Fosen, se dit prêt à engager une action en justice si les éoliennes sont démontées.

## Suède

**Le PIB suédois diminue de 0,5% au 4<sup>e</sup> trimestre 2022, comparé au 3<sup>e</sup> trimestre 2022.** Cette baisse est notamment due à un ralentissement général de la formation de capital (-1% par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2022) et de la consommation des ménages (-0,4%). Les fortes exportations nettes sur cette période ont permis de contrebalancer l'effet négatif des autres postes d'après Office national des statistiques SCB. Sur toute l'année 2022, le PIB suédois a toutefois progressé de 2,6%, comparé à 2021.

**La Suède conserve au 4<sup>e</sup> trimestre 2022 un excédent de la balance courante de 85 Mds SEK (7,5 Mds€),** soit 4,3% du PIB. Les importations comme les exportations ont connu une forte hausse comparée à la même période en 2021. Ainsi, l'excédent reste du même ordre de grandeur (86,5 Mds SEK au 4<sup>e</sup> trimestre 2021). Les importations de biens et de services ont augmenté au cours de la période, ainsi que les revenus primaires (revenus des salariés et des investissements). L'excédent du commerce de marchandises s'élève alors à 54,9 Mds SEK (4,9 Mds €), et 5,6 Mds SEK (500 M€) pour les services. En 2022, la Suède a importé l'équivalent de 2 997 Mds SEK (263 Mds€) de biens et services et exporté pour 3 140 Mds SEK (276 Mds€). La majeure partie de ses importations provient de l'Europe (Allemagne, Norvège et Pays-Bas en tête) ainsi que de la Chine (5<sup>e</sup> place). La Suède exporte majoritairement en Norvège, en Allemagne et aux États-Unis. Il s'agit notamment de machines et équipements de transport (39,7% des exportations). La France se classe quant à elle 11<sup>e</sup> pour les importations et 9<sup>e</sup> pour les exportations. Les revenus secondaires (dons internationaux et coopération à l'UE) sont eux déficitaires. Concernant le compte financier, ce dernier présente un emprunt net de 59,8 Mds SEK (5,3 Mds€); les investissements directs en Suède et à l'étranger ont augmenté par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2021. Enfin, les avoirs et passifs extérieurs de la Suède ont diminué au cours de cette année.

**Stocks des investissements suédois à l'étranger et étrangers en Suède.** Selon SCB, la valeur des stocks d'investissements étrangers en Suède ont atteint 3 722 Mds de SEK fin 2021, dont 2 825 Mds en provenance de l'UE (76%). A l'inverse, le stock suédois à l'étranger a atteint 4 330 Mds de SEK, dont 2 383 Mds dans l'UE (55%) et 1 002 Mds en Amérique du Nord (23%).

**La Cour de justice européenne rejette les exonérations fiscales suédoises en matière de biogaz.** Ces exonérations des taxes carbone et sur l'énergie concernaient en particulier le biogaz non issu de cultures et le biogaz de pétrole liquéfié. Tous les déductions et remboursements vont être arrêtés et les utilisateurs de biogaz, notamment les transporteurs de marchandises, pourraient se heurter à des obligations de remboursements rétroactif, de l'ordre de 3 Mds SEK (270 M€) apportés en support depuis 2020.

**Stabilisation des prix immobiliers en février.** Selon Svensk Mäklarstatistik, l'agence de statistiques suédoise spécialisée dans l'immobilier, les prix des appartements en Suède ont augmenté de 1% en février alors que les prix des maisons sont restés stables. Sur 12 mois, les prix des appartements affichent en revanche une baisse de 11% contre 13% pour les maisons. Les observateurs locaux craignent que la hausse en février ne soit que temporaire et que les prix vont continuer à baisser durant le printemps en ligne avec les relèvements des taux des banques centrales.

	1 mois	3 mois	12 mois	Prix moyen
Appartements				
-Suède	+1%	-2%	-11%	43 417 SEK/m <sup>2</sup>
-Stockholm	+1%	+2%	-11%	101 745 SEK/m <sup>2</sup>
Maisons				
-Suède	0%	-4%	-13%	3 823 000 SEK/m <sup>2</sup>
-Stockholm	0%	-3%	-16%	6 526 000 SEK/m <sup>2</sup>

Source : Svensk Mäklarstatistik, 1 SEK=0,09€

**La Suède est en retard en termes de cybersécurité par rapport au reste de l'UE,** d'après Eurostat. De nombreuses organisations peinent à satisfaire les exigences locales en matière de protection et de sécurité, alors que la nouvelle directive européenne NIS2 entrera en vigueur en octobre 2023. Si elles ne se conforment pas à ces nouvelles législations sur la cybersécurité, les entreprises, autorités et municipalités suédoises encourent des amendes pouvant aller jusqu'à 10 M€ ou 2% de leur chiffre d'affaires.

**Forte hausse des investissements des entreprises.** Au total, les investissements des entreprises se sont élevés à 415,5 Mds SEK (38 Mds€) en 2022, soit une augmentation de 22% par rapport à 2021. Les investissements les plus importants ont été réalisés dans les secteurs de l'immobilier (146,3 Mds SEK), de l'industrie (91,8 Mds) et de l'énergie et des eaux (57,4 Mds). Ces trois secteurs représentent ainsi plus de 70% des investissements réalisés en 2022.

**Le norvégien Power absorbe l'activité de MediaMarkt.** La chaîne d'électroménager norvégienne Power (anciennement Expert), dont les familles Tidemandsen et Wilhelmsen détiennent chacune 45%, a annoncé qu'elle reprenait les 29 grandes surfaces de MediaMarkt en Suède, qui seront incluses dans la nouvelle société Power Retail Sweden. Le groupe allemand MediaMarkt détiendra, pour sa part, 20% du capital de la nouvelle entreprise.

**SAS conclut des contrats de cession-bail avec Aviation Capital Group pour 10 nouveaux Airbus A320neo.** La livraison de ces nouveaux appareils, prévue au 1<sup>er</sup> semestre 2024, renforcera la flotte de la compagnie aérienne, déjà à majorité composée d'A320neo (actuellement 56). Elle s'inscrit dans le cadre des efforts de modernisation et de montée en capacité entrepris par SAS dans le cadre de son plan de transformation « SAS FORWARD ».

**La Suède manquera de 25 000 développeurs de jeux vidéo sur les dix prochaines années** dans un contexte de croissance de l'industrie, selon un rapport de l'association professionnelle Swedish Games Industry. La Suède est particulièrement compétitive à l'international dans ce secteur, avec des succès comme Candy Crush Saga (développé par King) ou Minecraft (Mojang Studios). En 2021, le chiffre d'affaires total des entreprises suédoises des jeux vidéo s'est élevé à plus de 5,8 Mds€.

**Ericsson règle une amende de 206,7 M\$ (195 M€) auprès de la justice américaine au titre de ses affaires de corruption en Irak,** selon un communiqué de presse de l'entreprise en date du 2 mars 2023. Le groupe télécom plaide également coupable de violation des engagements de transparence pris dans le cadre d'un accord de poursuite différé (DPA) conclu en 2019 à la suite de précédentes affaires de malversations. Ceci met fin aux poursuites de la justice américaine relative à ce dossier, ainsi qu'au DPA.

## Indicateurs économiques des pays nordiques

*Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):*

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	Prévision 2022
Suède	1,6	0,8	2,0	1,3	5,1	-0,1	0,7	0,6	-0,6	2,6
Danemark	1,0	1,9	1,0	2,5	4,9	-0,5	0,8	0,5	1,1	2,8
Finlande	-0,2	1,6	1,0	0,6	3,0	0,3	0,7	-0,3	-0,2	1,7
Norvège <sup>1</sup>	-0,5	1,3	3,5	0,4	3,9	-0,7	1,3	1,5	0,2	3,3
dont PIB continental	-1,0	1,4	2,8	1,3	4,1	-0,5	1,2	0,8	0,8	3,8
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-1,0	3,7	-0,5	N/A	4,2

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

<sup>1</sup>Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

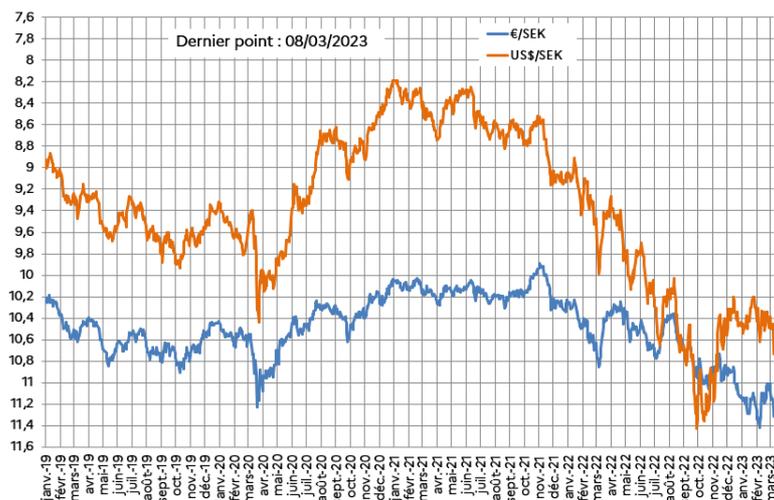
*Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):*

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)	Prévisions 2023
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	5,6
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	5,7
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	5,3
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	4,5
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	5,5

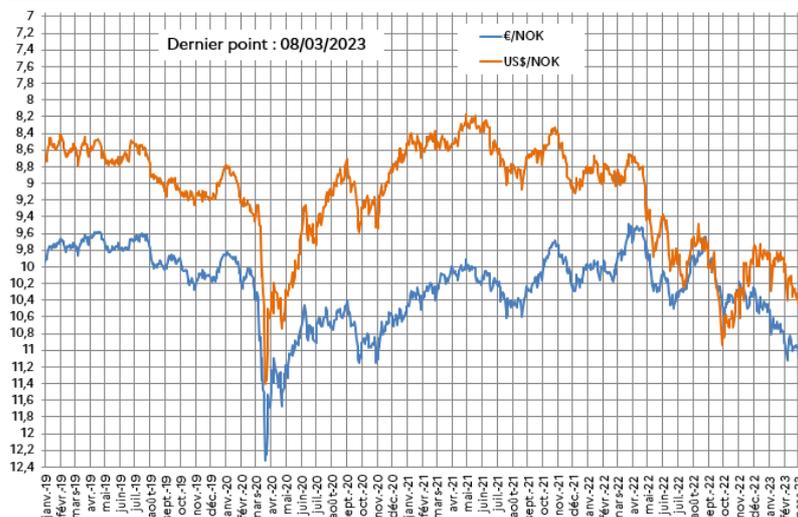
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

## Evolution des taux de change

### Couronne suédoise



### Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**Responsable de la publication :** Service Economique régional de Stockholm (C. Gianella).

**Rédacteurs :** Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, T. Robert), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, M. Roger), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, M. Marbot, G. Bazin) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

**Pour s'abonner :** [gabrielle.bazin@dgtresor.gouv.fr](mailto:gabrielle.bazin@dgtresor.gouv.fr)